

Bulletin du FMI

PAYS À FAIBLE REVENU

Tout le monde a un rôle à jouer pour relancer la croissance dans les pays à faible revenu

Bulletin du FMI en ligne
6 décembre 2010



Marché en Éthiopie. Grâce au soutien du FMI, les pays à faible revenu ont bien réagi face à la crise économique mondiale (photo: Andrew Burke/Newscom)

- Retrouver une croissance vigoureuse et partagée
- Dégager une marge de manœuvre budgétaire pour investir dans les infrastructures et engager des dépenses sociales
- Renforcer la coopération mondiale pour sortir des millions d'êtres humains supplémentaires de la pauvreté

Les pays à faible revenu, notamment d'Afrique subsaharienne, se rétablissent bien mieux qu'après les récessions antérieures. Toutefois, des années de progrès ont été perdues à cause de la crise économique mondiale, ainsi que de la crise alimentaire et pétrolière qui l'avait précédée, a déclaré le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, lors d'une visite à Bruxelles du 5 au 7 décembre.

Si les bons résultats macroéconomiques des pays à faible revenu pendant la crise constituent la « bonne nouvelle », la « mauvaise nouvelle » est que moins de personnes sont sorties de la pauvreté, a-t-il noté.

M. Strauss-Kahn s'est adressé à un groupe de parlementaires internationaux au Parlement belge, ainsi qu'à des participants aux [Journées européennes du développement](#), un forum rassemblant des chefs d'État, des parlementaires, des donateurs, des organisations internationales, des universitaires et un large éventail d'organisations de la société civile.

Aide du FMI pendant la crise

Grâce aux bonnes politiques économiques qu'ils avaient menées avant la crise financière mondiale, de nombreux pays à faible revenu ont pu laisser jouer leurs stabilisateurs automatiques budgétaires et accroître leurs dépenses réelles pendant la crise. L'aide apportée par le FMI a eu des effets positifs aussi et a contribué à protéger les groupes les plus pauvres et vulnérables, a déclaré M. Strauss-Kahn.

Pendant la crise, le FMI a quadruplé ses prêts à des conditions avantageuses en faveur des pays à faible revenu, avec des taux d'intérêt nuls jusqu'à la fin de 2011. Près de 90 % des pays appliquant un programme appuyé par le FMI ont accru leurs dépenses réelles, contre 67 % des pays n'ayant pas reçu d'aide du FMI. En 2009, les dépenses réelles de santé et d'éducation dans les pays à faible revenu ont augmenté de 10 %, et l'investissement public de 17 %.

« Cela montre que les programmes appuyés par le FMI ont aidé les pays à surmonter la crise et à faire mieux qu'ils n'auraient pu le faire sans cette aide », a noté le Directeur général.

Regagner le terrain perdu

En dépit de ces [progrès](#), la Banque mondiale estime que le nombre de personnes qui seront sorties de la pauvreté d'ici 2020 sera inférieur d'environ 70 millions à cause de la crise financière mondiale, ainsi que de la crise alimentaire et pétrolière qui l'avait précédée. Des millions de personnes supplémentaires souffriront des conséquences de la persistance du chômage et du sous-emploi.

Afin de regagner le terrain perdu, tout le monde doit jouer son rôle : les pays en développement eux-mêmes, les pays avancés et les institutions internationales, a noté M. Strauss-Kahn. [Une action coopérative](#) pourrait rehausser la croissance mondiale de 2½ points de pourcentage sur cinq ans, créer 30 millions d'emplois supplémentaires et sortir 33 millions de personnes de la pauvreté, selon une analyse du FMI.

Tenir les promesses en matière d'aide

M. Strauss-Kahn a engagé les pays avancés à tenir les promesses qu'ils avaient faites à Gleneagles en matière d'aide et à trouver les moyens de distribuer l'aide financière pour aider les pays à faible revenu à surmonter les problèmes posés par le changement climatique. « Ce n'est pas le moment de réduire l'aide », a-t-il déclaré. Au sommet de Gleneagles en 2005, les dirigeants du G8 avaient promis de doubler l'aide en faveur de l'Afrique subsaharienne à l'horizon 2010.

Il faudrait aussi s'ouvrir aux échanges commerciaux. Cette ouverture au commerce n'a aucun coût budgétaire et pourrait déclencher une vague de productivité et de croissance.

Stratégie de croissance

Dans les pays à faible revenu, il est prioritaire de retrouver une croissance vigoureuse et «partagée», ainsi que de rendre cette croissance plus résistante aux chocs futurs à l'aide de politiques économiques d'inspiration nationale, a déclaré M. Strauss-Kahn.

La reconstitution d'une marge de manœuvre pour les pouvoirs publics renforcerait cette résilience : cela peut se faire tout en [investissant dans les infrastructures](#) et en accroissant les dépenses sociales, a-t-il noté. Il doit être prioritaire aussi de mobiliser davantage de recettes intérieures.

Les pays à faible revenu devraient aussi chercher à accroître l'épargne intérieure et à développer les marchés financiers locaux, ce qui rendrait leur économie plus résiliente face aux chocs et stimulerait l'activité du secteur privé, a-t-il ajouté.

Quant au FMI, il continuera de jouer son rôle en fournissant des conseils et des financements si nécessaire. Ses programmes de prêt sont maintenant plus flexibles, et la conditionnalité a été allégée, a déclaré M. Strauss-Kahn. Le FMI a appuyé des politiques budgétaires

anticycliques pendant la crise, a mis en place une stratégie plus souple en matière d'endettement et a préconisé de protéger les dépenses sociales. En outre, il fournit une vaste assistance technique à l'appui du renforcement des capacités, notamment dans les pays fragiles.

Une [réforme majeure de la structure de gouvernance du FMI](#) en novembre 2010 prévoit de transférer 6 % des quotes-parts vers les pays émergents et en développement dynamiques, tout en protégeant les parts de voix des pays membres les plus pauvres. Le Conseil des gouverneurs, organe décisionnel suprême du FMI, doit ratifier cet accord à une majorité de 85 % des votes exprimés pour qu'il prenne effet.

M. Strauss-Kahn a déclaré qu'il espérait que le FMI pourrait compter sur l'appui des parlements nationaux pour obtenir la ratification de l'accord. Il a remercié les Européens de leur collaboration permanente avec le FMI.